

Adresse du Groupe Socialiste d'Entreprise National EDF-GDF au congrès de Reims 2008 du Parti Socialiste

Le **GSEN-EDFGDF** avait regretté, de manière générale dans l'ensemble des contributions, le traitement réservé à la question énergétique, alors que la France, l'Europe et le monde se débattaient déjà dans une crise énergétique patente. La colonne vertébrale de l'économie française, EDF-GDF, pourtant au cœur d'un processus de privatisation accélérée, y compris dans ses activités nucléaires (cf. notes sur l'acquisition de *British Energy* par EDF à l'adresse <http://gsenedfgdf.free.fr/Crise/accueilcrise.htm>), à laquelle les socialistes et les Français sont opposés, était passée sous silence, et une "Europe de l'énergie" mythique invoquée à la légère. Le **GSEN-EDFGDF** avait fait part de ses critiques et de ses craintes à ce sujet (cf. <http://gsenedfgdf.free.fr/congres/c2congresenercon.htm>). Les motions, si elles se sont faites un peu plus précises sur la coopération énergétique européenne, sans employer cette fois de formules inconsidérées, demeurent étrangement silencieuses sur la démolition du secteur énergétique français sous couvert d'une introduction de la concurrence, génératrice d'une phénoménale augmentation des prix et d'une allégeance à la loi de la seule finance.

La contribution thématique (cf. <http://gsenedfgdf.free.fr/congres/c2projet.htm>), que le **GSEN-EDFGDF** a cru devoir soumettre aux débats du congrès de Reims dès le mois de juin dernier, était focalisée sur la financiarisation organisée du secteur de l'énergie et les conséquences dont elle était porteuse. A la lumière de la violence et de l'ampleur des derniers événements de la crise financière récente, le Groupe Socialiste d'Entreprise National EDF-GDF n'a pas grand chose à retirer ou à reprendre dans la contribution thématique que ses membres ont discutée, écrite et adoptée en mai et juin dernier pour le prochain congrès du Parti Socialiste.

Les convulsions financières actuelles et les plans de sauvetage mis en place à un coût considérable, sous l'égide de *Wall Street* et de la *City* de Londres, soulèvent la question des événements initiateurs de la vie réelle qui en sont responsables, plus que celle de l'amélioration hypothétique de régulations qui ont déjà démontré leur incapacité à prévenir cette catastrophe économique, voire l'ont aggravée.

Le secteur de l'énergie a été restructuré au cours des dernières années, de telle façon que le secteur financier a pu l'investir, en disposer et l'utiliser comme un nouveau fondement pour des échafaudages et des "innovations", bâtis dans la seule perspective d'accroître ses gains et son emprise. Sa libéralisation-dérégulation-rerégulation (il n'y a jamais eu tant de lois sur le sujet depuis 2002 par exemple en France, dotée de plus d'un régulateur) a débouché sur une augmentation des prix extraordinaire, qui a touché de plein fouet le budget des ménages, notamment des plus modestes. Au niveau mondial, la spéculation financière, qui avait déjà mis à mal le compartiment du crédit dans la crise des *subprimes*, ouverte dès l'été 2007, a pu de la sorte ensuite se déplacer alors vers le secteur de l'énergie et des commodités, faisant doubler le prix des hydrocarbures (145\$/bl), avant qu'ils ne rechutent lourdement pendant l'été 2008. L'augmentation orchestrée des risques, celle du niveau et de la volatilité des prix, apportée par ces restructurations, a été le terreau du développement de produits financiers, qui ont fini par échapper, de par leur complexité et leur essence virtuelle, même à leurs créateurs et à ses promoteurs. L'objectif affiché de couverture s'effaça rapidement devant les exigences de gains rapides obtenus par la spéculation qu'ils autorisaient, en se jouant de régulations impuissantes devant tant d'innovations, conçues pour les tourner.

La question posée par la crise, est donc bien de mettre en place rapidement un cordon sanitaire autour des composantes de l'économie réelle - dont le secteur de l'énergie est un élément fondamental et central - pour la libérer de cette hégémonie et assurer son indépendance.

Les Etats-Unis en 1936, la France en 1946, à la suite de la grande crise de 29 et de la guerre qui la suivit, avaient chacun dans ses traditions historiques et en fonction de sa situation, légiféré dans cette perspective (cf. <http://gsenedfgdf.free.fr/Crise/accueilcrise.htm>).

C'est en remettant la finance à sa place, en mettant à l'abri le secteur de l'énergie d'un tel parasitage, en le plaçant sous le contrôle souverain et entier de la propriété publique pour éviter la moindre contamination infectieuse, en le faisant ainsi échapper totalement à la logique financière qui le détourne de sa mission, que l'on arrachera, pour un coût infiniment moindre pour la société, les racines des phénomènes qui viennent de se produire et dont l'économie réelle fait inévitablement les frais.

Surtout, la mission vitale de ce secteur pourra être menée, sans qu'il ne puisse être instrumentalisé pour répercuter dans l'augmentation de ses tarifs les conséquences d'errements financiers et les faire supporter indûment à ses usagers, ainsi mis à contribution forcée.

La France, en 1946, avait mis en place un tel système qui a fait ses preuves et toujours satisfait les Français, jusqu'à ce que Nicolas Sarkozy, alors Ministre des Finances le détruise en août 2004, brise les EPIC et abandonne le secteur à la loi de la finance aujourd'hui faillie.

La seule solution consiste à y revenir. Des couches de régulation supplémentaires ne seraient que des cautères, et ne pourraient, au mieux, que retarder la réitération d'événements analogues à ceux d'aujourd'hui et toujours amplifiés, aux dépens des Français, usagers et contribuables. Il faut isoler le secteur énergétique hermétiquement de ces malfaisances, pour qu'il ne puisse plus être orienté vers d'autres objectifs que ceux que les Français lui assignent : les tarifs les plus bas et la sécurité.

Au-delà du service public, c'est vraiment de salut public qu'il s'agit désormais. A notre Congrès de l'affirmer clairement !